

Centrale nucléaire de Zaporijia : il faut éviter la catastrophe



Il y a tout juste six mois, les bombardements massifs du Donbass par les forces armées ukrainiennes allaient provoquer l'agression de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. Depuis l'engagement des troupes russes sur le territoire ukrainien, le narratif fourni par le régime ukrainien et relayé, voire dicté par les États-Unis est le seul présenté par les médias européens qui imposent une grille de lecture de la situation et de son évolution plus qu'orientée et partielle, propre à empêcher toute réflexion indépendante et sérieuse.

Cette guerre est un grand malheur pour l'Europe dont les dirigeants n'ont malheureusement pas su tirer les leçons de l'Histoire d'autant plus qu'ils sont aveuglément soumis aux États-Unis qui ont réussi jusqu'ici à empêcher tout rapprochement avec la Russie depuis la fin de la Guerre froide. Ce conflit qui aurait pu être évité démontre l'incapacité des Européens à comprendre leurs propres intérêts sur le long terme. La France n'a aucun intérêt à défendre en Ukraine ou en mer Noire si ce n'est la paix pour l'Europe tout entière. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'elle a raté un rendez-vous capital lors de la présidence de l'UE qu'elle assurait au cours du premier semestre 2022.

Aujourd'hui, si on examine les positions des troupes russes et ukrainiennes sur le terrain, c'est-à-dire la ligne de front, force est de constater que 20 à 25 % du territoire ukrainien dans sa partie est et sud sont occupés par les Russes. Et dans cette partie occupée est située la centrale nucléaire de Zaporijia, plus grande centrale nucléaire d'Europe avec six réacteurs de 1000 MW chacun, un site très sensible qui est l'objet de bombardements sporadiques qui pourraient provoquer l'irréparable si un ou plusieurs des réacteurs étaient touchés. Il faut donc tout faire pour qu'un accident nucléaire ne se produise pas. Cette préoccupation devient pressante et doit pousser tous les dirigeants à œuvrer rapidement et activement pour empêcher une catastrophe. Cela ne doit cependant pas – la diplomatie ayant été rendue non seulement silencieuse mais interdite d'exercer son rôle – empêcher des acteurs non gouvernementaux, engagés dans la défense des intérêts de l'Europe et par voie de conséquence dans la défense de la paix sur le continent européen, d'apporter leur humble mais sincère contribution visant à conduire les dirigeants russes et ukrainiens à accepter, malgré le conflit en cours, un accord sur le problème posé par la centrale nucléaire de Zaporijia. C'est d'ailleurs l'intérêt des deux parties.

Le sujet est complexe mais les mesures à adopter doivent déboucher sur un compromis pour être acceptées par les deux parties. Il faut cependant rester lucide et réaliste et éviter d'exprimer des exigences, comme le fait le Président de la République après son entretien avec le Président ukrainien. Les Russes n'évacueront pas la centrale nucléaire et le secteur environnant. A-t-on déjà vu, au cours d'un conflit, qu'un des belligérants ayant pris un avantage sur le terrain l'abandonne avant toute négociation sur le retour de la paix ? Ce sont deux sujets différents sur un même conflit : situation militaire (ligne de front) et problème spécifique posé par la centrale nucléaire. Ce faisant, en exigeant ce retrait, le Président Emmanuel Macron reconnaît l'occupation de la

centrale par les troupes russes alors que son fonctionnement est assuré par les Ukrainiens et admet implicitement que les bombardements subis par ce site sensible sont le fait des forces ukrainiennes. Par ailleurs, pour engager ce délicat processus d'obtention d'un accord entre deux belligérants, il est impératif que le médiateur ne soit pas considéré par l'une des parties comme soutien d'un des belligérants. Le Président français ne peut manifestement pas être ce médiateur car il s'est discrédité auprès de la partie russe en dévoilant dans la presse des conversations tenues avec son homologue russe et a pris le parti d'aider l'Ukraine contre la Russie. Il peut et doit, en revanche, dissuader le Président ukrainien de toute velléité de bombarder la centrale nucléaire de Zaporijia.

Une grande partie des pays membres de l'UE et de l'OTAN qui ont pris également le parti de l'Ukraine ne sont pas en mesure d'assurer une médiation. C'est la raison pour laquelle des acteurs non gouvernementaux pourraient contribuer plus efficacement à l'obtention d'un accord sur la centrale nucléaire de Zaporijia afin d'éviter une catastrophe.

Des propositions qui pourraient obtenir l'assentiment des deux parties et aboutir à un accord pour éviter une catastrophe sur la centrale nucléaire de Zaporijia sont présentées ici.

Il conviendrait, en premier lieu de provoquer une réunion extraordinaire ou d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour aboutir à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui pourrait recommander ou énoncer les mesures suivantes :

1. application d'un cessez-le-feu immédiat complété par une interdiction de survol dans un rayon de 50 km autour de la centrale de Zaporijia ;
2. évacuation de tout armement lourd (artillerie) qui serait positionné à l'intérieur de la centrale nucléaire ;
3. mise en place d'une équipe d'observateurs (OSCE ?) à

l'intérieur de la centrale pour s'assurer du respect de cette mesure ;

4. envoi d'une mission de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) à la centrale pour effectuer un état des lieux, s'assurer du fonctionnement technique de la centrale, répertorier les réparations éventuelles engageant la sécurité nucléaire, contrôler la composition (effectifs) et les conditions de vie/travail des équipes ukrainiennes assurant le fonctionnement de la centrale nucléaire. Cette mesure semble déjà rencontrer l'approbation des deux parties ;
5. incorporer/insérer au dispositif de l'AIEA deux équipes d'experts dans le domaine de la sûreté et sécurité nucléaires, l'une ukrainienne, l'autre russe ;
6. déterminer la durée de la visite du site ;
7. publication d'un communiqué à la fin de la visite et d'un compte rendu à l'issue qui pourrait être présenté au Conseil de sécurité de l'ONU pour validation des préconisations établies par l'AIEA sur le plan technique ;
8. l'acheminement vers la centrale nucléaire (arrivée et départ) des équipes (AIEA, experts ukrainiens et russes, OSCE) doit être réalisé en toute sécurité (avion + hélicoptère) et éviter tout incident/accident/provocation, ce qui exclut toute traversée, terrestre ou aérienne, de la ligne de front ;

Nota les mesures 1, 2 et 3 restent permanentes pendant toute la durée du conflit et correspondent à une démilitarisation de cette zone excluant tout survol et tout bombardement.

Le but étant d'éviter à tout prix un désastre humain et écologique, quel dirigeant, quel responsable politique russe ou ukrainien pourrait – même s'il n'est pas encore prêt à discuter de paix – refuser un accord visant à empêcher une catastrophe nucléaire ? Les membres permanents du Conseil de sécurité peuvent sur ce sujet établir un consensus. La Russie

et la Chine ont tout à y gagner. De plus, face à l'Ukraine, la Russie montrerait sa bonne volonté. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, au pied du mur, ne peuvent pas s'y opposer. Ce serait irresponsable.

Tous les moyens de pression sur les deux parties doivent être mis en œuvre rapidement collectivement avec l'aide notamment des médias et de toutes les bonnes volontés. La diplomatie ayant été écartée dans ce conflit, les dirigeants des deux parties ne se parlent pas. Il faut les convaincre de le faire.

Général (2s) Antoine MARTINEZ